

Éditorial

Une belle victoire fiscale pour la Suisse

Lise Bailat

Correspondante parlementaire



C'est un long combat qui vient d'aboutir à un succès. Bientôt, la Suisse pourra demander aux États-Unis des renseignements fiscaux sur ses propres citoyens expatriés. Ce n'est certes pas le premier souci du pays. Mais après six longues années, Berne obtient enfin une forme de justice.

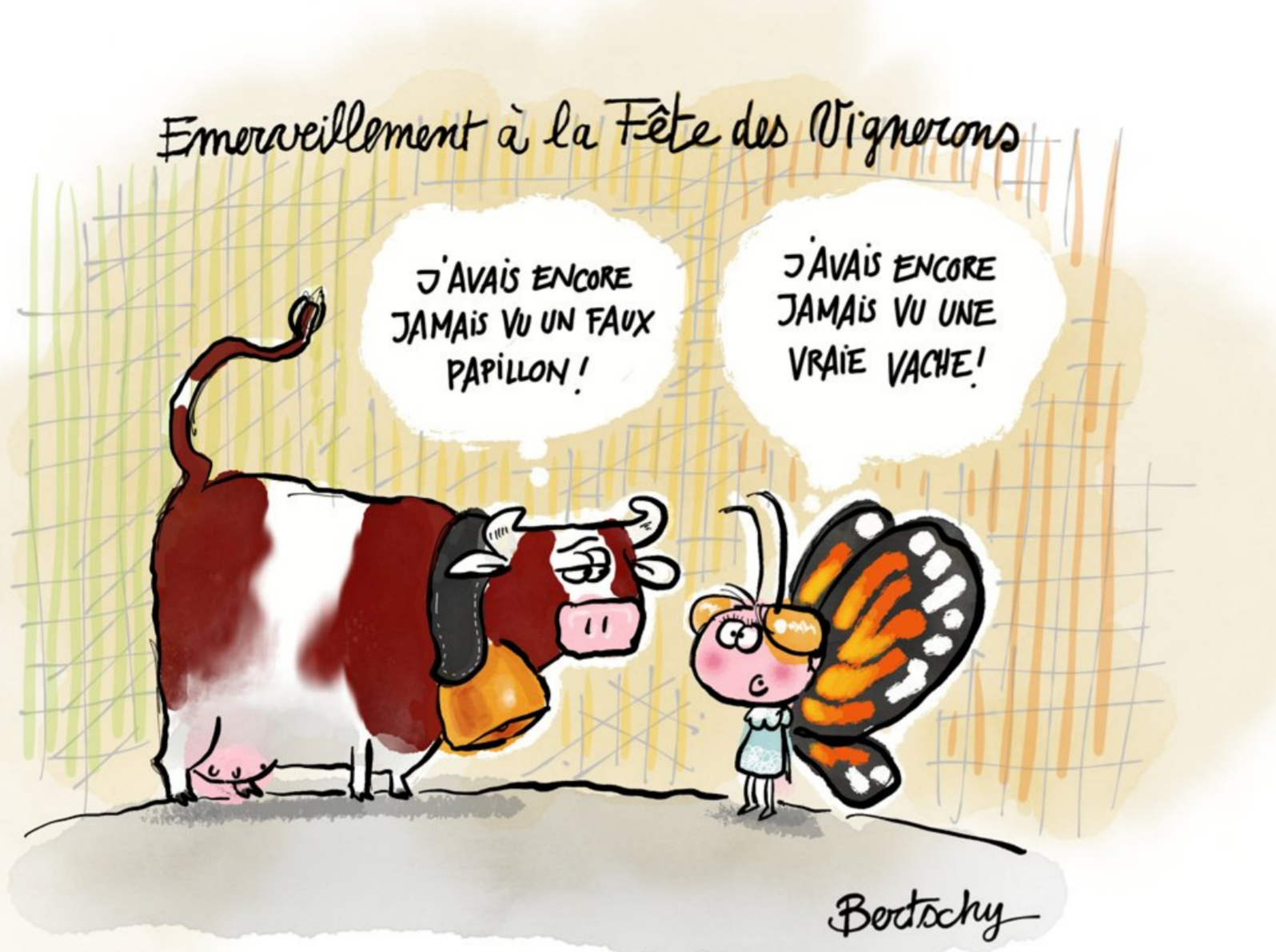
Pour comprendre la symbolique de cette victoire, il faut revenir à l'accord FATCA et se souvenir de la manière dont Eveline Widmer-Schlumpf en parlait en 2013. Non, un tel accord ne rend pas «heureux», disait la ministre des Finances. Imposé par les États-Unis au reste du monde, au mépris du droit indigène, ce traité a permis au fisc américain, dès 2014, de taxer ses ressortissants quel que soit leur lieu de résidence et de renflouer les caisses après la crise financière.

«L'adoption par les USA de la fameuse disposition résonne comme une victoire»

Il faut se rappeler l'humiliation ressentie par le parlement fédéral, dans cette Suisse qui était peu à peu prête à faire un trait sur le secret bancaire fiscal pour les étrangers, mais pas de manière désordonnée. «Diktat», «couleuvre», «impérialisme américain»: les élus fédéraux avaient accepté l'accord FATCA en le traitant de tous les noms. Oui, le combat avait été humiliant. La Suisse, ses institutions et ses banques n'avaient pas d'autre choix que de plier. Tandis qu'outre-Atlantique, un seul sénateur américain, Rand Paul, se permettait le luxe de bloquer l'adoption de la réciprocité qui aurait permis l'échange de renseignements aussi en faveur du fisc suisse. C'était la démocratie à deux vitesses.

C'est dire si, six ans plus tard, l'adoption à Washington de la fameuse disposition résonne comme une victoire pour la diplomatie suisse. Elle répond à une angoisse existentielle du gouvernement qui multiplie les accords avec les grandes puissances pour suivre le rythme du jeu. Cette signature permet aussi une normalisation complète des relations entre la Suisse et les États-Unis. La nouvelle idylle qui s'est tissée entre le gouvernement Trump et le Conseil fédéral a d'ailleurs peut-être mis de l'huile dans les rouages. La Suisse n'est plus l'ennemie fiscale à abattre vu de Washington. À vrai dire, la Maison-Blanche désigne assez d'autres cibles. **Page 14**

Bertschy croque «sa» Fête des Vignerons avec des pinceaux



Courrier des lecteurs

Données personnelles Gare au chaos planétaire!

À propos de l'article intitulé «Le coffre-fort numérique ne protège pas nos fichiers» («24 heures» du 13 juillet 2019). Une panne chez Swisscom a détruit les fichiers de centaines de clients. En 2018, le même opérateur s'est fait voler les données de 800 000 utilisateurs. Chaque jour, la presse relate des cas d'escroqueries, parfois colossales, sur le Net. Des SR influencent les élections de pays étrangers, des pannes informatiques paralysent les chemins de fer, banques, supermarchés ou administrations. Cependant, nos CFF, qui savent pourtant par expérience ce que signifient les bugs, envisagent de supprimer les guichets et automates à billets! À Berne, un employé de PostFinance a refusé de recharger ma Travelcard (acquise chez lui), me demandant de le faire par e-banking! Des politiciens et économistes parlent de supprimer l'argent liquide! Au lieu de foncer dans le mur, ils devraient se souvenir que sur les navires de haute mer les plus perfectionnés, les officiers contrôlent leurs instruments au moyen d'antiques appareils tels que le sextant! Le tout à l'informatique, sans alternative, va générer un chaos planétaire. **André Leyvraz, Berne**

États-Unis Néofascisme américain

Ratonnades, déportations, camps de concentration... On croyait ces mots, et la rhétorique abjecte qui va avec, appartenir au passé. Autant que ces invitations présidentielles adressées à des membres du Congrès américain à «retourner dans leur pays», alors même que ces personnes sont aussi américaines que celui qui les insulte. Ah oui! Il faut préciser que ces députées sont des

femmes, et qu'elles ne sont pas Blanches - deux défauts rédhibitoires, voire des infériorités naturelles, aux yeux de celui qui court après sa réélection en donnant des lettres de noblesse au racisme ordinaire, si virulent sous les casquettes rouges (et creuses) de ceux qui le suivraient jusqu'en enfer.

Le plus grave est que le parti majoritaire ne réagit pas, et donc adoube le discours raciste du président. Pas un élu pour sauver l'honneur, rappeler les valeurs fondamentales des États-Unis, et ce qu'ils doivent à l'immigration. Par le Net, le Parti républicain se déshonore et prépare l'avènement du néofascisme américain, sous le leadership d'un homme infantile et psychologiquement instable. Là est précisément le danger: on s'habitue, on banalise, et on se tait. Mais pendant ce temps, la haine, la peur et l'ignorance crasse qui inspirent la politique du Bureau ovale infectent tout le pays, lentement et durablement. Barack Obama faisait preuve d'humanisme, il lisait des livres et écoutait ses conseillers. C'était un homme de culture (c'est grâce à lui que j'ai découvert les romans vertigineux de Liu Cixin...), voilà pourquoi son successeur est obsédé par la volonté d'effacer toute trace qu'il a laissée.

Quant à lui, il restera comme celui qui a rabaisé et fait haïr l'Amérique dans le monde entier - ou qui du moins aura essayé, si les électeurs sont assez fous pour le réélire. **Philippe Barraud, Cully**

Taxe sur l'électricité Ne se trompe-t-on pas de cible?

Dans son édition du 2 juillet, «24 heures» annonçait en une la hausse projetée par le Conseil d'État vaudois de la taxe sur l'électricité vaudoise dans le but de refinancer le Fonds cantonal pour l'énergie. Il faut saluer sans autre ce refinancement. Néanmoins, on ne peut que s'étonner de la source du financement: l'électricité suisse est à près de 90% produite sans émissions directes de CO₂, les barrages et les centrales nucléaires n'utilisant ni pétrole, ni gaz, ni charbon. Une telle hausse conduit à pénaliser des entreprises ou des conducteurs ayant fait l'effort de s'équiper de véhicules électriques. Elle conduit à pénaliser les trolleybus des différentes entreprises de transports communaux et leurs utilisateurs qui doivent payer l'addition... pour leurs décisions responsables. En somme, elle conduit à pénali-

ser les consommateurs d'une énergie bas carbone. Si effectivement pour un ménage moyen la douloureuse restera modeste, c'est tout de même un drôle de message envoyé aux consommateurs. Rajouter une taxe sur une des seules énergies bas carbone produite en Suisse, n'est-ce pas se tromper de cible et prendre les Vaudois pour des bobets, ce qu'ils ne manqueront pas de remarquer? Alors, saluons les objectifs fixés par le Conseil d'État, pourvu qu'il s'en donne les moyens et qu'il propose une taxe cohérente avec ses objectifs! Mais on ne réduira pas les émissions de CO₂ en taxant l'électricité vaudoise! Commentaires par taxer les énergies carbonées! **Thibault Roger et Nathan Greiner, membres des Shifters, Lausanne**

«24 heures» précise

Pour faire suite à notre article du 18 juillet sur le paddle, Anne Othenin-Girard, présidente de l'association Handisport.ch, tient à ajouter que les handicapés qui pratiquent ce sport, qu'ils savent ou non nager, «sont équipés d'un gilet de sauvetage» et que les tri-paddles sont spécialement conçus pour ne pas chavirer.

Écrivez-nous

Votre opinion nous intéresse. Envoyez votre lettre à courrierdeslecteurs@24heures.ch ou à 24 heures, av. de la Gare 33, case postale 585, 1001 Lausanne. Le texte doit être concis (au maximum 1700 signes, espaces compris), signé, et comporter une adresse postale complète ainsi qu'un numéro de téléphone. Il doit réagir à un article publié dans nos colonnes ou participer à un débat d'actualité. La publication se fait à l'entière discrétion de «24 heures». La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres trop longues. Les lettres ouvertes ne sont pas acceptées ni les réactions à des articles parus ailleurs que dans nos colonnes. Les textes diffamatoires seront écartés.



Une panne chez Swisscom a détruit les fichiers de centaines de clients, stockés sur MyCloud.LMS

Interview

«Le monde réclame plus d'Union européenne»

Élue de justesse mardi à la tête de la Commission, Ursula von der Leyen accorde son premier entretien pour appeler au retour d'une Europe où le dialogue serait apaisé

L'essentiel

- **Personnage** Celle qui sera le visage de l'UE devra tenir tête au parlement et aux chefs d'État
- **Enjeux** Climat, migration, populisme, l'Allemande présente sa vision de l'UE
- **Suisse** À qui confiera-t-elle l'épineux dossier des relations avec Berne?

Nicolas Barotte, Tonina Mastrobuoni, Silke Mülherr, Bernardo Miguel Renedo et Bartek Wielinski

Vous êtes la première femme à la tête de la Commission. Ce changement sera-t-il perceptible? La Commission comptera autant de femmes que d'hommes. Cela offrira différentes perspectives car nous avons tous des parcours différents. Et j'espère que cela sera perceptible au travers de solutions pragmatiques. J'ai toujours ressenti - y compris ces deux dernières semaines en cherchant une majorité au sein du Parlement européen - qu'il est facile de surmonter nos différences entre femmes. Beaucoup d'entre elles ont choisi d'être très pragmatiques et de se concentrer sur les résultats.

Vous n'avez été élue de justesse. Pourquoi? La phrase que j'ai le plus entendue était: «Il n'y a rien de personnel, mais...» Je comprends bien que de nombreux parlementaires étaient en colère parce que les chefs d'État et de gouvernement de l'UE n'ont pas désigné l'un des candidats déclarés au poste de président de la Commission européenne, mais moi. Néanmoins, Manfred Weber m'a énormément soutenue. Il n'aurait pas été possible de réussir sans lui. Bien sûr, certains ont aussi voté contre moi parce que j'ai présenté une vision proeuropéenne qu'ils ne partageaient pas.

Vous avez présenté un plan très ambitieux pour le climat. Comment le financerez-vous? Franchement, l'Europe a compris le message. L'heure tourne. Nous devons modifier les comportements, augmenter le prix des émissions de CO₂, investir dans la recherche et le développement et la finance verte. Par ailleurs, il faut permettre une transition juste, toutes les régions ne partant pas du même point. Ce qui est bon pour notre planète doit être bon pour nos peuples et notre économie.

Juncker a utilisé la flexibilité du Pacte de stabilité. D'autres pays plaident pour le respect strict des règles budgétaires. Dans quel camp êtes-vous? Nous avons beaucoup de slogans en Europe qui bloquent immédia-



Cap Ursula von der Leyen affiche son ambition pour une Europe «unie et forte». LENA

Dans le dossier suisse, un choix crucial

● Ursula von der Leyen est une page blanche pour la Suisse. Tout au plus sait-on que l'Allemande connaît trois conseillers fédéraux pour les avoir cotoyés comme ministre de la Défense - Ueli Maurer, Guy Parmelin et Viola Amherd - et qu'elle a une certaine idée du fédéralisme. Les relations personnelles comptent. Mais l'enjeu consiste surtout à voir à qui elle confiera le dossier suisse. En conservera-t-elle la direction politique comme c'est le cas depuis les années Barroso? «J'ai l'impression que le dossier suisse est devenu toxique. La

Commission fait pression sur Berne et rien ne se passe. La nouvelle venue pourrait être tentée de le mettre dans d'autres mains», analyse Cenni Najj, membre de Fora.us et fin connaisseur des relations Suisse-UE. Il pense au socialiste Josep Borrell, le futur chef de la diplomatie européenne. L'Espagne n'est pas un inconnu en Suisse. Il a exprimé publiquement ces derniers mois son désaccord envers l'accueil réservé à plusieurs reprises à l'indépendantiste catalan Carles Puigdemont dans notre pays.

Si Ursula von der Leyen décide de garder le dossier suisse dans le giron de sa présidence, un autre nom intéressera Berne: celui du futur secrétaire général de la Commission, appelé à remplacer le très dur Martin Selmayr qui s'en ira la semaine prochaine déjà. Olivier Guersent, l'actuel directeur général en charge des services financiers, est cité comme son possible successeur. Ce Bordelais, actif à Bruxelles depuis 1992, est un proche du Savoyard Michel Barnier, négociateur en chef de l'UE pour le Brexit. **L.B.T.**

ment tout dialogue réel. Vous savez tout de suite d'où quelqu'un vient selon qu'il utilise soit le terme «d'union de transfert», soit de «politique d'austérité». Mon ambition est de changer notre langage pour que nous puissions nous écouter à nouveau et nous concentrer sur des solutions pragmatiques. Si vous regardez le Pacte de stabilité et de croissance, il y a des options permettant la flexibilité que nous devrions employer sans enfreindre les règles nécessaires.

Quelle est votre ambition politique pour la Commission? D'habitude, je n'aime pas assortir la Commission d'un qualificatif. Mais si je devais en choisir un, je parlais d'une ambition géopolitique. L'Union européenne doit s'affirmer, être unie et forte. Elle doit jouer un rôle clé dans ce monde. Le monde réclame plus d'Europe.

Nous n'avons pas vu beaucoup de dialogue sur la question de la politique migratoire. Ces quatre dernières années nous ont appris que les réponses simples ne nous feront pas avancer. On entendait: «Fermez les frontières et la migration s'arrêtera», ou «nous devons porter secours en Méditerranée». Nous avons vu que la migration ne s'arrête pas, qu'il y a une limite à la capacité d'intégration et qu'il faut en même temps des solutions humaines. Il est grand temps de trouver une solution globale, d'investir en Afrique pour diminuer la pression migratoire. En même temps, nous devons lutter contre le crime organisé, réformer le système de Dublin et nous assurer que celui de Schengen prévale en protégeant nos frontières extérieures.

Les ONG doivent-elles continuer à sauver des vies en mer? Notre approche politique doit tendre à empêcher les gens de monter dans des bateaux en plastique. Une fois que les gens s'embarquent dans ces périple mortels, nous sommes obligés de les aider. Sauver des vies est toujours une obligation, mais ne résout rien. Et lorsque les réfugiés débarquent, il faut être clair: ceux qui sont là illégalement et n'ont pas droit à l'asile doivent rentrer. Grâce à notre accord avec la Turquie, nous avons pu réduire le nombre d'arrivées quotidiennes de 5000 à quelques centaines.

Matteo Salvini a-t-il le raison de criminaliser les ONG? Secourir des gens qui se noient est une obligation humaine. Ce que l'Italie demande avant tout, c'est une réforme de ce système Dublin dysfunctionnel. Et je dois admettre que je me demande comment un accord aussi défectueux a pu être conclu. Je peux comprendre que les pays qui constituent les frontières extérieures de l'UE ne souhaitent pas être laissés seuls face au défi de la migration. Ils méritent notre solidarité.

Les pays qui violent l'État de droit doivent-ils être punis en réduisant les subventions?

L'état de droit est l'une des valeurs sacrées de l'UE. Afin de sortir un peu du registre émotionnel, nous proposons d'introduire un mécanisme qui rendra compte de manière transparente de la situation dans chaque pays. Cela évitera de ne pointer du doigt que certains membres en soumettant chacun à un examen.

En Europe de l'Est, des pays tentent désormais de brider la justice et les médias. La liberté d'expression, la justice et la presse sont l'essence et la base commune de notre Union et nous les protégerons toujours, où qu'il faille.

Donc la montée du populisme de droite en Europe de l'Est ne vous inquiète pas? Nous assisterons toujours à des luttes entre les différentes manières de faire avancer un pays. La réponse, c'est de travailler dur pour trouver le meilleur argument, persuader les gens, leur fournir la meilleure politique et comprendre que la démocratie n'est pas un acquis mais qu'elle est fragile. C'est la leçon qu'il faut retenir du Brexit.

Selon vous, le Brexit pourrait être repoussé «pour de bonnes raisons». Lesquelles? L'accord de retrait est bon et je n'entrevois aucun autre accord à l'horizon. Pour repousser la date du Brexit, le gouvernement britannique devrait fournir de bonnes raisons. Ne nous leurrions pas: la manière dont le Brexit se déroulera aura un impact énorme car il ne marquera pas une fin mais le début de nos relations futures. C'est la raison principale pour laquelle je pense qu'il faut une sortie ordonnée du Royaume-Uni.

La Russie étend son influence en Europe. Cela vous inquiète? Nous avons constaté une attitude hostile depuis un certain temps. Elle va de la violation de règles internationales, comme l'annexion de la Crimée, à des tentatives pour diviser l'Europe. Le Kremlin ne pardonne aucune faiblesse. De notre position de force, nous devons maintenir les sanctions actuelles tout en offrant de dialoguer. Nous devons par ailleurs meilleurs pour démanteler les complots et les campagnes sur les réseaux sociaux faites de fausses nouvelles. Notre privilège en tant que démocraties, c'est de répondre par la transparence, une presse libre et un débat ouvert.

Le lien transatlantique est tendu. Juncker a évité le protectionnisme. Et vous? J'applaudis le travail de Jean-Claude Juncker. Nous voulons que nos amis américains n'oublient jamais que nous séjournons du même côté de la table. Et je plaiderai pour que les États-Unis et l'Europe s'unissent face à leurs adversaires communs, plutôt que de se affronter.

